



PRÉFET DE LA VENDÉE

**PREFECTURE DE LA VENDEE**

**Direction des Relations  
avec les Collectivités Territoriales  
et des Affaires Juridiques**

**Bureau du Tourisme et des Procédures  
Environnementales et foncières  
Section des Installations Classées (ICPE)**

Dossier n° 895000  
Opération n° 20110545

**ARRETE n° 11-DRCTAJ/1- 535**

autorisant le gérant de l'EARL CHAPELEAU à exploiter un élevage de volailles,  
sur le territoire de la commune de SAINT ANDRE GOULE D'OIE au lieu-dit "La Porcelière"  
*Prescriptions spéciales*

Le Préfet de la Vendée  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, notamment le Livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et le Livre IV relatif à la faune et à la flore ;

**VU** le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002, relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

**VU** l'arrêté ministériel du 7 février 2005, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibiers à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 09/DDEA-SEMR/173 du 29 juin 2009, relatif au 4<sup>ème</sup> programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

**VU** le Règlement Sanitaire Départemental de la Vendée ;

**VU** le récépissé de déclaration du 18 décembre 1992 autorisant les gérants du GAEC CHAPELEAU Père et Fils à exploiter un élevage de 13 500 volailles ;

**VU** la lettre de changement d'exploitant du 11 avril 2000 autorisant les gérants de l'EARL CHAPELEAU à exploiter un élevage de 40 500 animaux équivalents volailles ;

**VU** le plan d'épandage au nom de l'EARL CHAPELEAU transmis le 1<sup>er</sup> avril 2010 mentionnant un effectif de 43 200 animaux équivalents volailles ;

**VU** le rapport en date du 21 avril 2011, du directeur départemental de la protection des populations de la Vendée, inspecteur des installations classées ;

**VU** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en sa séance du 12 mai 2011 ;

**CONSIDERANT** que le bilan de fonctionnement de l'exploitation, reçu le 9 novembre 2007 répond aux exigences de l'arrêté du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement et pris en application de l'article R512-45 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que la surface d'épandage nécessaire est suffisamment dimensionnée par les parcelles exploitées en propre par les gérants de l'EARL CHAPELEAU et celle d'un exploitant tiers ;

**CONSIDERANT** qu'une partie des effluents est exportée vers un atelier de fabrication de compost normé ;

**CONSIDERANT** que les intéressés n'ont pas présenté d'observation, avant le terme du délai de quinze jours qui leur était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté statuant sur leur demande ;

**SUR** la proposition du Secrétaire général de la Préfecture de la Vendée ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1** – Les gérants de l'EARL CHAPELEAU sont autorisés à exploiter un élevage de volailles, implanté au lieu-dit "La Porcelière" sur le territoire de la commune de SAINT ANDRE GOULE D'OIE, sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté.

L'autorisation d'exploiter est accordée au titre de la rubrique n°2111-1 de la nomenclature des installations classées.

Les effectifs en présence simultanée des élevages exploités au sein de l'installation sont les suivants :

Rubrique et/ou seuil de classement	Effectif maximum en présence simultanée	Classement
2111-1 : élevage de volailles de plus de 30000 animaux équivalents	<b>43200 animaux équivalents :</b> 14400 dindes en 2 bâtiments	A*

\* A : Autorisation

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) telles que définies par les états membres, et tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la ressource en eau.

**ARTICLE 2** – L'installation est implantée et exploitée conformément aux indications techniques contenues dans le dossier présenté, tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'exploitant doit adresser en trois exemplaires au Préfet (bureau du tourisme et des procédures environnementales et foncières, section des installations classées (ICPE), une déclaration de mise en service respectant les prescriptions, dès la mise en œuvre des prescriptions du présent arrêté.

**Toute modification notable du mode de fonctionnement de l'installation, ainsi que toute transformation dans l'état des lieux, sont portées à la connaissance du Préfet, avant leur réalisation, accompagnées des éléments d'appréciation nécessaires.**

La réalisation des travaux de construction est subordonnée à l'accomplissement des prescriptions archéologiques édictées par le Préfet de Région (si elles existent).

En cas de découverte fortuite d'éléments du patrimoine archéologique lors des travaux, une déclaration est immédiatement faite auprès du maire de la commune.

Concernant la cession des déjections, la dénonciation d'une des conventions annexées au présent arrêté fait l'objet d'une information immédiate de l'inspecteur des installations classées qui évaluera

les nouvelles propositions de l'exploitant et indiquera la procédure nécessaire en vue de poursuivre l'activité d'élevage.

## LOCALISATION

### **ARTICLE 3 – Distance vis à vis des habitations occupées par des tiers**

Sans préjudice des dispositions réglementaires applicables par ailleurs, les bâtiments d'élevage (\*) et leurs annexes (\*\*) sont implantés à plus de 100 mètres des habitations occupées par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation et des gîtes ruraux dont l'exploitant a la jouissance) ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.

Cette distance minimale peut être réduite à 50 mètres pour :

- les bâtiments mobiles d'élevage de volailles faisant l'objet d'un déplacement d'au moins 200 mètres à chaque bande ;
- les volières où la densité est inférieure ou égale à 0,75 animal par mètre carré ;
- les enclos pour volailles, y compris les parcours, où la densité est inférieure ou égale à 0,75 animal par mètre carré ;
- les parcelles utilisées pour l'élevage de porcs en plein air.

### **ARTICLE 4 – Autres règles de distance**

Sans préjudice des dispositions réglementaires applicables par ailleurs, les bâtiments d'élevage (\*) et leurs annexes (\*\*) sont implantés à au moins :

- 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages et des berges des cours d'eau figurant sur les cartes IGN à l'exception des fossés de marais ;
- 10 mètres des fossés ;
- 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ;
- 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchyliologiques.

Les bâtiments fixes d'élevage de volailles sont séparés les uns des autres par une distance minimale de 10 mètres.

*(\*)bâtiments d'élevage : les locaux d'élevage, les locaux de quarantaine, les couloirs de circulation des animaux, les aires d'exercice, de repos et d'attente des élevages bovins, les quais d'embarquement des élevages porcins, les enclos des élevages de porcs en plein air, ainsi que les enclos et les volières des élevages de volailles où la densité des animaux est supérieure à 0,75 animal équivalent par mètre carré.*

*(\*\*)annexes : les bâtiments de stockage de paille et de fourrage, les silos, les installations de stockage, de séchage et de fabrication des aliments destinés aux animaux, les ouvrages d'évacuation, de stockage et de traitement des effluents, les aires d'ensilage, la salle de traite.*

## REGLES D'AMENAGEMENT

**ARTICLE 5 –** L'exploitant prend les dispositions appropriées pour intégrer l'élevage dans le paysage.

**ARTICLE 6 –** Les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

La pente des sols des bâtiments d'élevage et des installations annexes est suffisante pour permettre l'écoulement des effluents vers les ouvrages de stockage ou de traitement.

A l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'au moins un mètre.

Les dispositions des trois alinéas précédents ne s'appliquent pas aux enclos, volières, parcours et bâtiments d'élevage conduits sur litière sèche ou accumulée.

Les ouvrages d'évacuation des effluents (canalisations, caniveaux à lisier, etc...) sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

Pour les volailles ayant accès à un parcours, un trottoir en béton ou en tout autre matériau étanche, d'une largeur d'au moins un mètre, est mis en place à la sortie des bâtiments fixes. Les déjections rejetées sur les trottoirs sont raclées et soit dirigées vers la litière, soit stockées puis traitées comme les autres déjections.

Les parcours des volailles et des porcs élevés en plein air sont herbeux ou ombragés et maintenus en bon état. Le terrain est de nature à supporter les animaux en toutes saisons et de perméabilité suffisante pour éviter la stagnation des eaux.

Toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains de tiers.

Toutes les dispositions sont prises afin de favoriser une fréquentation de toute la surface des parcours par les animaux.

L'accès au cours d'eau est interdit aux animaux.

**ARTICLE 7** – Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Les aliments stockés en dehors des bâtiments (à l'exception du front d'attaque des silos d'ensilage en libre service) sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.

**ARTICLE 8** – Les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments d'élevage et des annexes, ainsi que les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées, sont collectées par un réseau étanche puis dirigées vers les ouvrages de stockage ou de traitement des effluents ou des eaux résiduaires.

**ARTICLE 9** – Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation. En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnection muni d'un système de non-retour.

**ARTICLE 10 – Les ouvrages de stockage des effluents**

Ils sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

Ils sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

En cas d'épandage sur des terres agricoles, la capacité de stockage, y compris sous les animaux dans les bâtiments, permet de stocker la totalité des effluents produits pendant quatre mois au minimum. La capacité de stockage tient compte des périodes d'épandage liées à l'assolement et des besoins agronomiques des cultures.

Les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement peuvent être stockés ou compostés sur une parcelle d'épandage si les conditions suivantes sont respectées :

- le fumier a fait au préalable l'objet d'un stockage de 2 mois sous les animaux ou sur une fumière ; cette durée minimale de stockage préalable n'est pas nécessaire pour le fumier de volailles non susceptible d'écoulement ;
- la durée de stockage sur la parcelle d'épandage ne dépasse pas 10 mois ;
- le retour sur un même emplacement n'intervient pas avant un délai de 3 ans ;
- les prescriptions de distance fixées aux articles 3 et 4 du présent arrêté sont respectées ;
- les parcelles où l'épandage est interdit ne peuvent pas être utilisées ;

- les parcelles concernées ne sont pas situées dans une zone inondable, ni dans un périmètre de protection immédiat ou rapproché d'un captage ou d'une retenue destinée à la production d'eau potable (si de tels périmètres ne sont pas définis, une distance minimale de 200 mètres est respectée).

Les fientes de volailles qui à l'issue d'un procédé de séchage fiable et régulier comportent plus de 65 % de matière sèche, peuvent être stockées sur une parcelle d'épandage, dans les mêmes conditions que les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement, si le tas est couvert d'une bâche imperméable à l'eau mais perméable aux gaz.

Les ouvrages de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité efficace, et en tant que de besoin, de dispositifs de sécurité permettant de s'en dégager. Les nouveaux ouvrages sont dotés de dispositifs de contrôle permanent de l'étanchéité.

Les nouveaux ouvrages de stockage des effluents sont conformes au cahier des charges relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage.

Des prescriptions de stockage plus sévères pourront être imposées dans certaines zones du département, par l'autorité sanitaire, après avis du Conseil Départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, pour protéger la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ou la qualité des eaux conchyliologiques.

## **REGLES D'EXPLOITATION**

**ARTICLE 11** – Les déchets de l'exploitation, dont notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risque (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs) pour l'environnement et pour les populations avoisinantes humaines et animales.

Ils sont éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur.

Le brûlage à l'air libre des déchets est interdit.

**ARTICLE 12** – Tout rejet d'effluents non traités dans les eaux superficielles douces et marines est strictement interdit.

Tout rejet direct d'effluents dans les eaux souterraines est interdit.

Pour l'abreuvement des animaux, toute précaution est prise pour éviter la contamination de la ressource en eau. Les abreuvoirs sont disposés ou aménagés en dehors de l'emprise des lits mineurs de cours d'eau.

### **ARTICLE 13 – L'épandage sur des terres agricoles**

Les conditions fixées dans le présent article s'appliquent aux effluents d'élevage faisant l'objet d'une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal.

#### **1. Dispositions communes**

Les apports azotés, toutes origines confondues (organique et minérale), effectués sur des terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols n'est dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

La fertilisation est conduite en gestion équilibrée.

La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses, sauf sur la luzerne et sur les prairies d'association graminées-légumineuses.

La quantité maximale d'azote organique épandue, en tenant compte des déjections restituées aux pâturages par les animaux, ne dépasse pas 170 kg par an et par hectare de surface épandable.

La quantité maximale de phosphore organique épandue, en tenant compte des déjections restituées aux pâturages par les animaux, ne dépasse pas 100 kg par hectare et respecte la réglementation en vigueur.

## 2. Plan d'épandage

Tout épandage d'effluents organiques est subordonné à la production d'un plan d'épandage. Ce plan définit, en fonction de leur aptitude à l'épandage, les parcelles qui peuvent faire l'objet d'un épandage d'effluents organiques. Il démontre que chacune des parcelles réceptrices, y compris celles mises à disposition par des tiers, est apte à permettre la valorisation agronomique des effluents.

Le plan d'épandage comporte au minimum les éléments suivants :

- l'identification des parcelles (référence cadastrale, superficie totale et superficie épandable) regroupées par exploitant ;
- l'identité et l'adresse des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant ;
- une représentation cartographique visualisant les parcelles d'épandage et les surfaces exclues, en différenciant et indiquant les motifs d'exclusion ;
- les systèmes de culture envisagés (cultures en place et principales successions) ;
- la nature, la quantité et la valeur fertilisante des effluents qui seront épandus ;
- les doses maximales admissibles par type d'effluent, de sol et de culture ;
- le calendrier prévisionnel d'épandage rappelant les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit ou inapproprié.

L'ensemble de ces éléments est présenté dans un document de synthèse tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les conventions de transfert de déjections jointes en annexe sont respectées.

Les déjections de l'élevage objet du présent arrêté sont épandues sur les parcelles dont la liste figure en annexe. La surface autorisée est de **121** hectares.

Toute modification notable du plan d'épandage est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet.

## 3. Distances et restrictions

L'épandage des effluents d'élevage et des produits issus de leur traitement est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- à moins de 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ;
- à moins de 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchyliocoles pour l'épandage des effluents et des produits issus de leur traitement autres que ceux définis comme fertilisants de type 1 dans l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 relatif au code des bonnes pratiques agricoles. L'épandage des effluents et des produits issus du traitement, définis comme fertilisants de type 1 dans l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 susvisé, est interdit à moins de 35 mètres des piscicultures ;
- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite peut être réduite à 10 mètres si une bande de 10 mètres enherbée ou boisée et ne recevant aucun intrant est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau ;
- à moins de 10 mètres des fossés ;
- sur les terrains à forte pente (supérieure ou égale à 7 %) sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;

- sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers et les composts) ou enneigés ;
  - pendant les périodes de forte pluviosité ;
  - sur les sols inondés ou détrempés ;
  - en dehors des terres et des prairies normalement exploitées en vue production agricole ;
  - par aéro-aspercion, sauf pour les eaux issues du traitement des effluents, sous réserve que le dispositif utilisé ne génère pas d'aérosol ;
  - les samedis, dimanches et jours fériés ;
  - pendant les mois de juillet et d'août.

Exceptionnellement, l'épandage peut être pratiqué sur les chaumes en période estivale, sous réserve que la distance par rapport aux lieux habités par des tiers soit d'au moins 200 mètres et qu'un enfouissement soit effectué sous 24 heures.

Les prescriptions générales ou particulières relatives aux périmètres de protection des sources, puits, captages ou prises d'eau sont respectées.

Les périodes d'interdiction d'épandage sont fixées par le programme départemental d'action en fonction du type de fertilisant.

Remarque : Tout fertilisant azoté d'origine organique est minéralisé plus ou moins rapidement en fonction de la présence ou non d'azote minéral (ammonium essentiellement) ou de formes proches (urées, acide urique,...). Le rapport entre le carbone et l'azote du fertilisant (appelé C/N), est le principal facteur d'évolution.

Les produits à C/N bas tels que les déjections sans litière évoluent rapidement alors que ceux à C/N élevés comme les déjections avec litière sont minéralisés moins rapidement en fonction de la forme des matières carbonées qui peuvent être plus ou moins dégradables.

Fertilisant de type I	<p>Fertilisant organique à C/N élevé (supérieur à 8), en dehors des déjections de volailles et de palmipèdes</p> <p>Exemple : fumier pailleux</p>
Fertilisant de type II	<p>Fertilisant organique à C/N faible (inférieur ou égal à 8) et déjections de volailles et de palmipèdes.</p> <p>Exemple : lisiers de bovins et de porcins, engrains du commerce d'origine organique animale</p>
Fertilisant de type III	Fertilisants minéraux et uréiques de synthèse.

## CALENDRIER des EPANDAGES – Tableau synoptique.

- Interdiction d'épandage
  - Interdit en général mais toléré sur chaumes si enfouissement sous 24h (règlement sanitaire départemental)
  - Autorisé mais veiller à respecter l'équilibre de la fertilisation azotée : la bonne quantité au bon moment (attention aux fertilisations décalées).
  - Autorisé avec restriction dans la limite des doses préconisées par le plan de fertilisation, des capacités d'absorption des plantes qui sont faibles à cette époque de l'année.

Sur sol non cultivé : épandage interdit toute l'année pour tout type de déjection

Avant et sur grandes cultures d'automne (sauf colza)												
	Janv	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	JUIL	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Type I												
Type II		■										
Type III		■										

 - aucun apport avant semis de céréales dans le cas général  
 - 50 u N total/ha au plus avant semis de céréales en cas d'enfouissement des résidus de la culture précédente (pailles de céréales ou cannes de maïs grain) ou derrière une culture de moutarde

Avant et sur grandes cultures de printemps												
	Janv	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Type I*												
Type II												
Type III **												

\* sur les terres de marais exigeant un labour d'été, l'épandage en juillet ou août est toléré avec enfouissement sous 24 h.  
 \*\* Sur pommes de terre primeurs de Noirmoutier, l'épandage d'engrais minéral est autorisé à partir du 15 janvier sous réserve d'analyser les reliquats azotés et d'adapter la fumure en conséquence. L'utilisation d'engrais retard est fortement conseillée.

Avant et sur prairies ou cultures fourragères dérobées (sauf CIPAN)												
	Janv	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Type I												
Type II *												
Type III												

■ 100 u N total au plus avant et sur prairie, y compris dérobées  
 \* Sur prairies, l'épandage des effluents peu chargés après traitement selon un procédé validé dans le cadre du PMPOA est possible du 15 novembre au 15 janvier dans le respect des cahiers des charges en vigueur.

Avant et sur colza d'automne												
	Janv	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Type I												
Type II												
Type III												

■ 100 u N total avant semis de colza

Avant Culture Intermédiaire Piège à Nitrates (CIPAN) <sup>(1)</sup>												
Type I	Epandage limité à 150 kg N total /ha et interdit après le 15 septembre.											
Type II	Epandage limité à 100 kg N total /ha et interdit après le 15 septembre.											
Type III	Epandage interdit toute l'année											

<sup>(1)</sup> Interdit en juillet et août, mais toléré sur chaumes si enfouissement sous 24h

La fertilisation des C.I.P.A.N. est interdite en Z.A.C.

Avant culture de haricot vert, flageolet, haricot sec et mogette de Vendée label rouge <sup>(1)</sup>												
Type I	Epandage interdit du 1 <sup>er</sup> septembre au 29 février											
Type II	Epandage interdit du 1 <sup>er</sup> septembre au 29 février											
Type III	Epandage interdit du 1 <sup>er</sup> septembre au 29 février											

<sup>(1)</sup> Interdit en juillet et août, mais toléré sur chaumes si enfouissement sous 24h

La fertilisation des haricots est raisonnée conformément aux prescriptions techniques de la filière. Les apports sont limités à 80 unités / ha d'azote efficace.

#### **ARTICLE 14 – Distances d'épandage vis à vis des habitations occupées par des tiers**

Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents, et d'autre part, toute habitation occupée par des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades et terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), sont fixées dans le tableau suivant :

	DISTANCE MINIMALE	DELAI MAXIMAL d'enfouissement après épandage sur terres nues
• Composts	10 mètres	enfouissement non imposé
• Lisiers et purins, lorsqu'un dispositif permettant l'injection directe dans le sol est utilisé	15 mètres	immédiat
• Fumiers de bovins et porcins compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au moins deux mois • Effluents issus du traitement et/ou ayant fait l'objet d'un procédé atténuant les odeurs	50 mètres	24 heures
• Autres fumiers de bovins et porcins • Fumiers de volailles après un stockage d'au moins deux mois • Fientes à plus de 65 % de matière sèche • Lisiers et purins, lorsqu'un dispositif permettant un épandage au plus près de la surface du sol du type pendillards est utilisé • Eaux blanches et vertes non mélangées avec d'autres effluents	50 mètres	12 heures
• Autres cas	100 mètres	24 heures

La distance minimale entre, d'une part, les parcelles d'épandage des fientes à plus de 65 % de matière sèche, et d'autre part, toute habitation occupée par des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), est de 100 mètres lorsque cet épandage est effectué sur prairies et terres en cultures sans enfouissement sous 12 heures.

En dehors des périodes où le sol est gelé, les épandages sur terres nues des effluents sont suivis d'un enfouissement dans les délais précisés par le tableau ci-dessus à l'exception des composts.

#### **ARTICLE 15 – Compostage en établissement d'élevage**

Les distances minimales définies à l'article du présent arrêté relatif aux distances d'épandage vis à vis des habitations occupées par des tiers s'appliquent aux composts élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes :

- les andains font l'objet d'au moins deux retournements ou d'une aération forcée ;
- la température des andains est supérieure à 55°C pendant 15 jours ou à 50°C pendant 6 semaines ; l'élévation de la température est surveillée par des prises de température hebdomadaires en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain ;
- le compostage est réalisé sur une aire ou une fosse pour les lisiers, permettant de récupérer les liquides d'égouttage qui sont soit utilisés pour l'humidification des andains, soit dirigés vers les ouvrages de stockage ou de traitement des effluents ; cette disposition ne s'applique pas au compostage des fumiers compacts non susceptibles d'écoulement ;

- les résultats des prises de température sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).

Le compostage peut être pratiqué sur un site extérieur en situation régulière au titre du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées le relevé des quantités livrées et les dates de livraison.

#### **ARTICLE 16 – Autosurveillance concernant l'épandage**

L'enregistrement des pratiques de fertilisation azotée est réalisé par la tenue à jour d'un cahier d'épandage pour chaque parcelle ou îlot cultural, y compris pour les parcelles mises à disposition par des tiers.

Remarque : Par îlot cultural, on entend un regroupement de parcelles homogènes du point de vue de la culture concernée, de l'histoire culturelle (notamment pour ce qui concerne les successions et les apports organiques) et de la nature du terrain.

Le cahier d'épandage regroupe les informations suivantes relatives aux effluents d'élevage issus de l'exploitation :

- le bilan global de fertilisation ;
- l'identification des parcelles réceptrices de déjection ;
- les superficies effectivement épandues ;
- les dates d'épandage ;
- la nature des cultures ;
- les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;
- le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;
- le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

Le cahier d'épandage, établi selon le modèle annexé au présent arrêté, est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Ce cahier est en outre adressé annuellement à l'inspecteur des installations classées réactualisé le cas échéant suivant les modifications d'assolement.

Pour les effluents d'élevage épandus sur des parcelles mises à disposition par des tiers, le cahier d'épandage contient un bordereau cosigné par le producteur des effluents et le destinataire. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues.

Un plan prévisionnel des épandages d'azote organique et minéral prévoyant les quantités et les moments des apports est établi chaque année.

#### **ARTICLE 17 – Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur.**

Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées au moins tous les trois ans par un technicien compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### **ARTICLE 18 – La défense incendie**

L'accessibilité des bâtiments est assurée par des voies carrossables permettant le cheminement des engins de secours. Les caractéristiques minimales sont les suivantes :

- résistance mécanique : 16 tonnes
- largeur : 3 mètres
- hauteur : 3,5 mètres
- pente inférieure à 10 %.

A l'extérieur des bâtiments, la défense incendie est assurée par :

- ⇒ un poteau d'incendie situé à 200 m maximum de l'accès des bâtiments, ayant un diamètre de 100 mm, un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/heure sous une pression dynamique de 1 bar ;
- ou
- ⇒ une réserve d'eau permettant d'utiliser un volume de 120 m<sup>3</sup> d'eau pendant 2 heures et accessible en toute circonstance par les engins pompe à partir d'une voie d'accès ou d'une plate-forme stabilisée ; les conditions géométriques de la réserve d'eau sont :
  - distance d'implantation maximum : 200 m
  - surface au sol : 32 m<sup>2</sup>
  - hauteur d'aspiration maximum : 6 m
  - hauteur d'eau minimum : 0,80 m.

L'accès à la réserve d'eau comporte les mêmes caractéristiques minimales que l'accès au bâtiment.

A l'intérieur des bâtiments, la défense incendie est assurée par des extincteurs portatifs adaptés aux risques.

Un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes avec la mention «Ne pas se servir sur flamme gaz» est mis en place à proximité des installations de stockage de fuel ou de gaz.

Un extincteur portatif «dioxyde de carbone» de 2 à 6 kilogrammes est mis en place à proximité des armoires ou locaux électriques.

Ces extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Les vannes de barrage (gaz, fuel, électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les consignes suivantes sont affichées à l'entrée des bâtiments :

- le numéro d'appel des sapeurs pompiers : 18
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17
- le numéro d'appel du SAMU : 15
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement.

La réglementation en vigueur relative à l'utilisation de radiants fonctionnant au gaz dans un bâtiment d'élevage avicole est respectée.

Il est interdit de supprimer le thermocouple des radiants de chauffage. Ces panneaux sont fixés à l'aide de deux chaînettes.

**ARTICLE 19** – L'installation est maintenue en parfait état d'entretien. Elle fait l'objet de lavages réguliers en tant que de besoin.

Les bâtiments sont correctement ventilés. Les systèmes de ventilation des bâtiments fermés sont étudiés et réalisés de manière à ne pas rejeter l'air en direction des habitations riveraines les plus proches occupées par des tiers.

Toutes les mesures appropriées sont prises pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.

**ARTICLE 20** – En cas d'emploi de personnel salarié ou de personnel appartenant à des entreprises extérieures, un vestiaire avec lavabo, douche et toilettes est aménagé conformément aux dispositions des articles R 232-2 à R 232-5 du code du travail.

**ARTICLE 21** – Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols (produits pétroliers, pesticides, engrains ...) est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la capacité des réservoirs. Cette disposition ne s'applique pas aux installations de stockage des effluents d'élevage.

Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

**ARTICLE 22** – L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs en utilisant des méthodes ou des produits autorisés aussi souvent que nécessaire.

Les plans de dératisation et de désinsectisation contenant les rythmes et les moyens d'intervention sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

**ARTICLE 23 – Le Bruit**

Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées sont complétées en matière d'émergence par les dispositions suivantes.

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'installation ne compromet pas la santé ou la sécurité du voisinage et ne constitue pas une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence reste inférieure aux valeurs suivantes :

\* pour la période allant de 6 h à 22 h :

Durée cumulée d'apparition du bruit particulier	Émergence maximale admissible en dB (A)
$T < 20 \text{ min}$	10
$20 \text{ min} < T < 45 \text{ min}$	9
$45 \text{ min} < T < 2 \text{ h}$	7
$2 \text{ h} < T < 4 \text{ h}$	6
$T > 4 \text{ h}$	5

\* pour la période allant de 22 h à 6 h : l'émergence maximale admissible est de 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de décharge des animaux.

*Remarque* : l'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement ; les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent (Leq).

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tout point de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tout point des abords immédiats (cour, jardin terrasse, etc) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation, sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

**ARTICLE 24** – Les animaux morts sont enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (volailles, porcelets) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de tout autre activité et réservé à cet usage. Lorsque l'enlèvement est différé (sauf mortalité exceptionnelle), les animaux morts sont stockés dans un récipient fermé, étanche, à température négative, destiné à ce seul usage et identifié.

En vue de leur enlèvement, les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés sur un emplacement accessible pour l'équarrisseur, facile à nettoyer et à désinfecter.

Le brûlage à l'air libre des cadavres est interdit.

**ARTICLE 25** – En cas de cessation de l'exploitation, la remise en état du site consiste en l'évacuation dans des conditions réglementaires des fumiers et lisiers, des aliments du bétail, des produits susceptibles de polluer l'environnement, et selon la destination du site, de la limitation des accès.

**ARTICLE 26** – Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 27** – Validité et recours

La présente autorisation devient caduque si l'établissement n'est pas ouvert dans le délai maximum de trois ans à dater de la notification du présent arrêté, ainsi que dans le cas où l'établissement vient, sauf le cas de force majeure, à cesser son exploitation pendant deux années consécutives.

Conformément à l'article R.514-3-1 du Code de l'Environnement, cette décision peut être déférée à la juridiction administrative, tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Ce délai est, pour les tiers, les communes intéressées ou leurs groupement, fixé à un an à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la décision, prolongé de six mois après la mise en service régulière.

*L'exploitant doit adresser en trois exemplaires, au Préfet (bureau du tourisme et des procédures environnementales et foncières, section des installations classées ICPE) une déclaration de mise en service dès que les aménagements et équipements permettant la mise en service effective de l'installation, tels qu'ils ont été précisés à l'article 2 du présent arrêté, auront été réalisés.*

**ARTICLE 28** – Quatre ampliations du présent arrêté seront adressées au Maire de SAINT ANDRE GOULE D'OIE :

- deux pour notification aux intéressés ;
- une pour être affichée, pendant un mois, à la porte de la mairie ;
- une pour être conservée aux archives communales où toute personne pourra en prendre connaissance.

**ARTICLE 29** – Un avis informant le public de la signature du présent arrêté est publié par les soins du Préfet et aux frais des pétitionnaires, dans deux journaux paraissant dans le département.

**ARTICLE 30** – Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, le directeur départemental de la protection des populations de la Vendée, les inspecteurs des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera en outre transmis, pour information :

- au directeur départemental des territoires et de la mer,
- à la directrice générale de l'agence régionale de santé des Pays-de-la-Loire, délégation territoriale de Vendée,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours.

Fait à La ROCHE-sur-YON, le 07 JUIL 2011

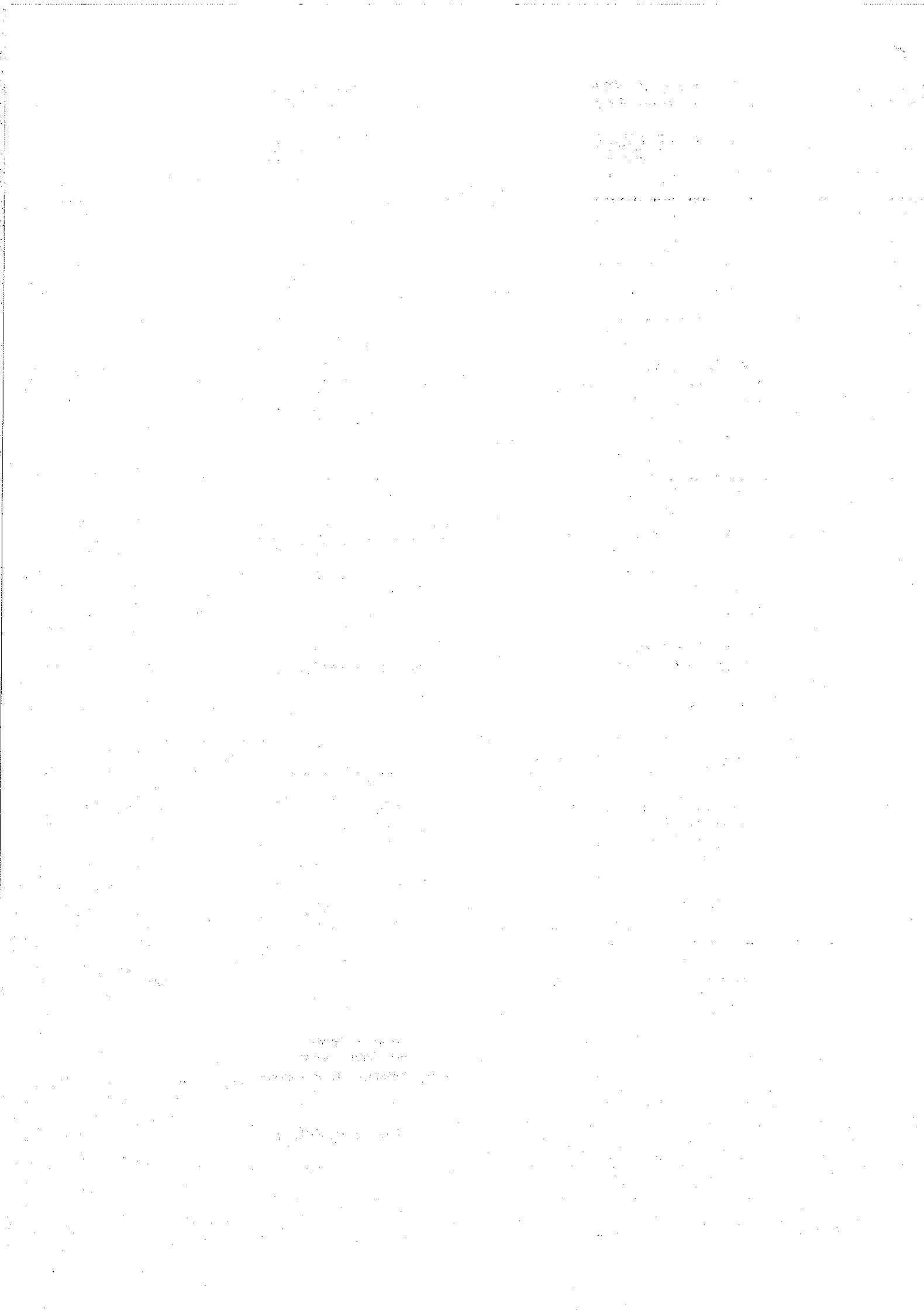


Le Préfet,  
Préfet (Signature)  
Le Secrétaire Général  
de la Préfecture de la Vendée

François PESNEAU

ARRETE n° 11-DRCTAJ/1- 535

autorisant les gérants de l'EARL CHAPELEAU à exploiter un élevage de volailles sur la commune de SAINT ANDRE GOULE D'OIE au lieu-dit "La Porcelière".



# *ANNEXES*

# LISTE PARCELLAIRE

Nom de l'exploitation : EARL CHAPELEAU  
 Adresse : 104, LA PORCELIERE

85250 ST ANDRE GOULE D OIE

SAU : 64.52 Surface non épandable : 10.43  
 Surface totale : 64.52 mais pâturable : 0.00  
 Surface épandable : 54.09 Dont épandable lisier : 54.09  
 (en hectares)

N° carte	Parcelles cadastrales				Occupation des sols	Restrictions	Surface non épandable	Surface épand.	Ep. lisier et/ou fumier de vol.	Recommendations
	Nom	Commune	Sect.	N° cadastr.						
Les coulais					3.27 Terre labourable		0.09	3.18	3.18	Effluent : Fumier Syst. épand. : Enfoui sous 24 heures
	St andre goule d oie	ZI	44	0.61						
	St andre goule d oie	ZI	45	0.60						
	St andre goule d oie	ZI	46	0.21						
	St andre goule d oie	ZI	47	1.85						
					Fossé					
Les poulaillers					9.73 Terre labourable		0.25	9.48	9.38	Effluent : Fumier Syst. épand. : Enfoui sous 24 heures
	St andre goule d oie	ZH	13	2.21						
	St andre goule d oie	ZH	14	1.91						
	St andre goule d oie	ZH	19	4.56						
	St andre goule d oie	ZH	22	0.58						
	St andre goule d oie	ZH	45	0.47						
					Fossé					
					Tiers					
La commune					3.31 Terre labourable		0.80	2.51	2.51	Effluent : Fumier Syst. épand. : Enfoui sous 24 heures
	St andre goule d oie	ZH	5	3.31						
					Fossé					
					Etang/cours d'eau					
La fosse					5.06 Terre labourable		0.68	4.38	4.38	Effluent : Fumier Syst. épand. : Enfoui sous 24 heures
	Chauchine	XD	25	5.06						
					Fossé					

104, LA PORCELEINE  
EARL CHAPELEAU  
Nom de l'exploitation :  
Adresse :

SAU:	64.52	Surface non épandable :	10.43
Surface totale:	64.52	mais paturable :	0.00
Surface épandable:	54.09	Dont épandable listier:	54.09

85250 ST ANDRE GOULE D OIE

## LISTE PARCELLAIRE



Nom de l'exploitation : EARL CHAPELEAU  
Adresse : 104, LA PORCELIERE

SAU :	64.52	Surface non épandable :	10.43
Surface totale :	64.52	mais paturable :	0.00
Surface épandable :	54.09	Dont épandable lisière :	54.09

(en hectares)

10 d'édition:

Número de normas legales en el mundo

000009

# ACCORD DE MISE A DISPOSITION DES PARCELLES POUR L'EPANDAGE

(ce document contient les informations minimales nécessaires ;  
tout autre modèle peut être utilisé dès lors qu'il contient au moins les mêmes informations)

■ JE SOUSSIGNE, LE REPRENEUR Bourgau, Gérald

représentant (GAEC, EARL) ... GAEC Le Grand Bourgier  
Adresse ..... Chemin des Moulières  
Commune ..... Le Bourget

■ DECLARE

➤ donner mon accord à M<sup>1</sup> Chapeleur Gérard

représentant (GAEC, EARL) ... EARL CHAPELEAU  
Adresse ..... La Potelière ..... Commune ..... St André lez d'azic

pour l'épandage de déjections issues de son élevage sur des parcelles que j'exploite (joindre un relevé MSA ou PAC).

➤ exploiter moi-même un élevage comprenant le cheptel suivant : ..... 0 animaux

qui figure sur le document suivant (récépissé de déclaration, arrêté d'autorisation, date) :

La SAU de mon exploitation est de ..... 200,00 ..... ha ; la surface épandable est de ..... 124 ..... ha

La valeur fertilisante est de ..... 0 ..... kg d'azote et de ..... 0 ..... kg de phosphore

La surface épandable nécessaire pour l'épandage est de ..... 0 ..... ha

La surface épandable restant disponible pour un tiers est de ..... 124 ..... ha

➤ mettre à la disposition de

M<sup>1</sup> Chapeleur ..... 30 ..... ha permettant l'épandage de  
..... 2880 ..... kg d'azote et ..... 2966 ..... kg de phosphore.

\*\*\*\*\*

Je signalerai à l'exportateur des déjections toute modification pour les surfaces mises à disposition.

Je m'engage pour une période de ..... 5 ..... années à partir de la date de signature, renouvelable ensuite par tacite reconduction pour une durée de ..... 5 ..... années.

En cas de résiliation du présent accord, je m'engage à respecter un préavis de ..... 6 ..... mois ..... et à en informer par écrit le bénéficiaire ainsi que l'Inspecteur des Installations Classées (ou la direction départementale des affaires sanitaires et sociales pour les élevages relevant du Règlement Sanitaire Départemental)

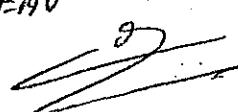
A ..... Le ..... Bourget ..... le ..... 12 ..... 04 ..... 06

Vu, l'éleveur qui expulse les déjections,

Nom, prénom

EARL CHAPELEAU

Signature

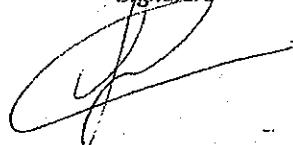


Le repreneur des déjections

Nom, prénom

Bourgau Gérald

Signature



mars 2003

*Terres du GAEC Le Grand Bournier*

Section	Num. parcelle	Surface	Surface non épandable	Motif d'exclusion	Surface épandable
<b>commune de AMURE</b>					
ZK	1	0.02	0.00		0.02
ZK	2	0.16	0.00		0.16
ZM	157	0.38	0.00		0.38
ZM	158	0.27	0.00		0.27
ZM	159	0.8	0.00		0.80
ZM	160	1.12	0.00		1.12
ZM	161	0.44	0.00		0.44
ZM	162	0.26	0.00		0.26
ZM	163	0.14	0.00		0.14
ZM	164	2.25	0.00		2.25
ZM	165	0.04	0.00		0.04
ZM	166	0.02	0.00		0.02
ZM	167	0.06	0.00		0.06
ZM	168	0.01	0.00		0.01
ZM	169	0.05	0.00		0.05
ZM	170	0.04	0.00		0.04
ZM	171	0.12	0.00		0.12
ZM	172	0.28	0.00		0.28
ZM	173	0.47	0.00		0.47
ZM	174	0.54	0.00		0.54
ZM	175	0.69	0.00		0.69
ZM	176	0.09	0.00		0.09
ZM	177	0.51	0.00		0.51
ZM	179	0.56	0.00		0.56
ZM	180	0.38	0.00		0.38
ZM	181	0.42	0.00		0.42
ZM	182	1.73	0.00		1.73
ZM	183	4.74	0.00		4.74
ZM	184	2.38	0.00		2.38
ZM	185	1.98	0.00		1.98
ZM	186	1.24	0.00		1.24
ZM	187	1.1	0.00		1.10
ZM	63	0.42	0.42	Jachère	0.00
<i>Total commune</i>		23.71	0.42		23.29
<b>commune de BOURDET</b>					
A	100	0.13	0.13	Znief type 1	0.00
A	258	0.03	0.02	Bâtiment	0.01
A	259	0.05	0.05	Bâtiment	0.00
A	272	0.01	0.01	Bâtiment	0.00
A	273	0.01	0.01	Bâtiment	0.00
A	61	0.53	0.53	Znief type 1	0.00
A	64	0.27	0.27	Znief type 1	0.00
A	99	1.1	1.10	Znief type 1	0.00

B	11	0.4	0.4	Znreff type 1	0.00
B	12	0.1	0.1	Znreff type 1	0.00
B	13	0.77	0.77	Znreff type 1	0.00
B	131	0.39	0.39	Jachère	0.00
B	132	0.24	0.24	Znreff type 1	0.00
B	133	0.24	0.24	Znreff type 1	0.00
B	134	0.24	0.24	Znreff type 1	0.00
B	14	0.5	0.5	Znreff type 1	0.00
B	146	1.11	1.11	Znreff type 1	0.00
B	15	0.54	0.54	Znreff type 1	0.00
B	21	0.62	0.62	Znreff type 1	0.00
B	22	0.52	0.52	Znreff type 1	0.00
B	23	0.97	0.97	Znreff type 1	0.00
B	24	0.25	0.25	Znreff type 1	0.00
B	27	0.23	0.23	Znreff type 1	0.00
B	28	0.74	0.74	Znreff type 1	0.00
B	376	0.5	0.50	Zone UB, jachère	0.00
B	384	0.3	0.30	Zone UB, jachère	0.00
B	391	0.09	0.09	Zone UB, jachère	0.00
B	410	0.25	0.25	Zone UB, jachère	0.00
D	227	0.51	0.19	Bâtiment, zone UB	0.32
D	228	0.1	0.00		0.10
D	229	0.45	0.45	Bâtiment, zone UB	0.00
E	18	0.14	0.14	Cours d'eau	0.00
E	19	0.07	0.07	Cours d'eau	0.00
E	20	0.07	0.07	Cours d'eau	0.00
E	21	0.13	0.13	Cours d'eau	0.00
E	22	0.08	0.08	Cours d'eau	0.00
E	23	0.08	0.08	Cours d'eau	0.00
G	209	2.4	0.24	Cours d'eau	2.16
ZA	35	0.5	0.24	Cours d'eau	0.26
ZA	36	0.16	0.13	Cours d'eau	0.03
ZA	5	3.42	0.84	Cours d'eau	2.58
ZB	107	1.11	1.11	Znreff type 1	0.00
ZB	108	0.26	0.26	Znreff type 1	0.00
ZB	109	0.31	0.31	Znreff type 1	0.00
ZB	211	0.48	0.48	Jachère	0.00
ZB	92	0.16	0.16	Znreff type 1	0.00
ZB	93	0.73	0.73	Znreff type 1	0.00
ZC	28	0.09	0.07	Bâtiment, Etang	0.02
ZC	29	0.96	0.15	Etang	0.81
ZC	42	8.1	3.50	Jachère	4.6
ZC	44	0.39	0.39	Jachère	0.00
ZC	45	0.12	0.12	Jachère	0.00
ZC	46	0.07	0.00		0.07
ZC	47	0.65	0.65	Jachère	0.00
ZC	48	0.45	0.00		0.45

ZC	49	2.3	0.00		2.30
ZC	51	1.37	1.37	Jachère	0.00
ZC	52	1.06	1.06	Jachère	0.00
ZC	53	0.86	0.86	Jachère	0.00
ZC	54	0.71	0.71	Jachère	0.00
ZC	55	0.6	0.22	Jachère	0.38
ZC	57	2.18	0.79	Zone UB	1.39
ZC	58	0.25	0.15	Zone UB	0.10
ZC	59	2.26	0.16	Zone UB	2.10
ZC	60	0.61	0.15	Zone UB	0.46
ZC	61	0.13	0.05	Zone UB	0.08
ZC	62	1.32	0.28	Zone UB	1.04
ZC	63	0.8	0.80	Zone UB, jachère	0.00
ZC	64	0.23	0.23	Zone UB	0.00
ZC	65	0.99	0.36	Zone UB	0.63
ZC	88	0.32	0.32	Zone UB, jachère	0.00
ZC	90	0.11	0.11	Bâtiment	0.00
ZC	91	0.1	0.10	Bâtiment	0.00
ZD	103	0.18	0.00		0.18
ZD	11	0.56	0.00		0.56
ZD	12	0.86	0.00		0.86
ZD	13	0.14	0.00		0.14
ZD	14	1.07	0.00		1.07
ZD	15	0.41	0.00		0.41
ZD	16	2.29	0.00		2.29
ZD	17	0.14	0.00		0.14
ZD	18	0.04	0.00		0.04
ZD	19	0.02	0.00		0.02
ZD	20	0.04	0.00		0.04
ZD	21	0.07	0.00		0.07
ZD	22	0.24	0.00		0.24
ZD	23	0.26	0.00		0.26
ZD	24	0.12	0.00		0.12
ZD	25	0.21	0.00		0.21
ZD	3	2.89	0.00		2.89
ZD	30	0.78	0.00		0.78
ZD	31	0.7	0.00		0.70
ZD	32	0.29	0.00		0.29
ZD	33	0.9	0.00		0.90
ZD	34	1.29	0.00		1.29
ZD	35	0.45	0.00		0.45
ZD	36	0.69	0.00		0.69
ZD	37	0.81	0.00		0.81
ZD	38	1.04	0.00		1.04
ZD	4	0.55	0.00		0.55
ZD	49A	0.41	0.18	Cours d'eau	0.23
ZD	5	3.77	0.00		3.77

ZD	51A	0.21	0.08	Cours d'eau	0.13
ZD	52A	0.55	0.03	Fossé	0.52
ZD	53A	0.22	0.02	Fossé	0.20
ZD	54A	1.67	0.15	Fossé	1.52
ZD	56	2.71	0.14	Fossé	2.57
ZD	57	2.38	0.00		2.38
ZD	58	0.58	0.00		0.58
ZD	59	1.26	0.00		1.26
ZD	6	2.75	0.00		2.75
ZD	60	0.72	0.00		0.72
ZD	61	2.15	0.00		2.15
ZD	62	1.27	0.00		1.27
ZD	63	2.53	0.00		2.53
ZD	64	0.88	0.00		0.88
ZD	65	1.37	0.01		1.36
ZD	66	1.76	0.00		1.76
ZD	67	1.48	0.00		1.48
ZD	68	0.87	0.00		0.87
ZD	69	2.13	0.00		2.13
ZD	7	2.43	0.00		2.43
ZD	70	2.78	0.00		2.78
ZD	72	0.81	0.00		0.81
ZD	73	2.81	0.00		2.81
ZD	74	2.2	0.00		2.20
ZD	75	0.8	0.00		0.80
ZD	76	0.92	0.00		0.92
ZD	77	1.21	0.00		1.21
ZD	78	3.08	0.00		3.08
ZD	79	1.3	0.00		1.30
ZD	8	1.88	0.00		1.88
ZD	80	1.07	0.00		1.07
ZD	81	0.26	0.00		0.26
ZD	82	0.4	0.00		0.40
ZD	83	1.19	0.00		1.19
ZD	84	1.9	0.00		1.90
ZD	85	0.25	0.00		0.25
ZD	86	2.26	0.00		2.26
ZD	87	1.51	0.00		1.51
ZD	88	0.35	0.00		0.35
ZD	89	0.36	0.00		0.36
ZD	9	1.28	0.00		1.28
ZD	90	0.73	0.00		0.73
ZD	91	0.78	0.00		0.78
ZD	92	0.6	0.00		0.60
ZD	93	0.34	0.00		0.34
ZD	94	0.74	0.00		0.74
ZD	95	1.87	0.00		1.87

ZD	96	4.13	0.00		4.13
ZD	97	2.28	0.00		2.28
ZE	1	0.4	0		0.4
ZE	108	0.4	0.21	Znieff type 1	0.19
ZE	109	0.75	0.54	Znieff type 1, fossé	0.21
ZE	11	0.32	0.32	Jachère	0.00
ZE	110	0.11	0.06	Cours d'eau	0.05
ZE	111	0.03	0.02	Cours d'eau	0.01
ZE	112	0.12	0.09	Cours d'eau	0.03
ZE	116	0.07	0.01	Cours d'eau	0.06
ZE	117	0.3	0.00		0.30
ZE	118	0.46	0.11	Bâtiment	0.35
ZE	14	0.22	0.22	Jachère	0.00
ZE	15	0.23	0.23	Jachère	0.00
ZE	16	0.19	0.19	Bâtiment	0.00
ZE	20	0.26	0.00		0.26
ZE	21	0.19	0.00		0.19
ZE	22	1.91	0.00		1.91
ZE	23	1.28	0.00		1.28
ZE	24	0.21	0.00		0.21
ZE	25	0.2	0.00		0.20
ZE	26	0.09	0.00		0.09
ZE	27	0.39	0.00		0.39
ZE	28	0.67	0.00		0.67
ZE	29	0.62	0.00		0.62
ZE	30	3	0.00		3.00
ZE	31	1.87	0.14	Bâtiment	1.73
ZE	32	0.48	0.00		0.48
ZE	33	0.98	0.01		0.97
ZE	34	2.38	0.00		2.38
ZE	35	3.08	0.00		3.08
ZE	36	0.48	0.48	Jachère	0.00
ZE	5	0.17	0.17	Jachère	0.00
ZE	58	0.57	0.02	Fossé	0.55
ZE	59	0.93	0.04	Fossé	0.89
ZE	6	0.76	0.00		0.76
ZE	61	1.31	0.05	Fossé	1.26
ZE	62	1.46	0.06	Fossé	1.40
ZE	63	0.09	0.02	Fossé	0.07
ZE	7	1.15	0.00		1.15
ZE	75	0.3	0.3	Znieff type 1	0.00
ZE	76	0.33	0.33	Znieff type 1	0.00
ZE	77	0.19	0.19	Znieff type 1	0.00
ZE	78	0.07	0.07	Znieff type 1	0.00
ZE	8	0.24	0.24	Znieff type 1	0.00
ZE	86	0.25	0.25	Znieff type 1	0.00
ZE	87	0.74	0.74	Znieff type 1	0.00

ZE	88	0.05	0.05	Znreff type 1	0.00
ZE	89	0.11	0.11	Znreff type 1	0.00
ZE	90	0.91	0.91	Znreff type 1	0.00
<i>Total commune</i>		<b>171.87</b>	<b>36.22</b>		<b>135.65</b>
<b>commune de MAUZE-SUR-LE-MIGNON</b>					
ZS	57	0.11	0.11	Jachère	0.00
ZS	58	0.64	0.64	Jachère	0.00
<i>Total commune</i>		<b>0.75</b>	<b>0.75</b>		<b>0.00</b>
<b>commune de PRIN-DEYRANCON</b>					
E	273	0.09	0.09	Znreff type 1	0.00
E	274	0.14	0.14	Znreff type 1	0.00
E	275B	0.14	0.14	Znreff type 1	0.00
E	276	0.18	0.18	Znreff type 1	0.00
E	279	0.12	0.12	Znreff type 1	0.00
E	281	0.07	0.07	Znreff type 1	0.00
E	859	0.12	0.12	Znreff type 1	0.00
K	298	0.43	0.43	Znreff type 1	0.00
K	299	0.26	0.26	Znreff type 1	0.00
K	43	0.48	0.48	Znreff type 1	0.00
<i>Total commune</i>		<b>2.03</b>	<b>2.03</b>		<b>0.00</b>
<b>commune de USSEAU</b>					
A	368	0.42	0.42	Jachère	0.00
A	371	0.39	0.39	Jachère	0.00
G	367	0.25	0.25	Jachère	0.00
G	368	0.25	0.25	Jachère	0.00
G	402	0.16	0.16	Jachère	0.00
G	403	0.16	0.16	Jachère	0.00
<i>Total commune</i>		<b>1.63</b>	<b>1.63</b>		<b>0.00</b>
<i>Total exploitation</i>		<b>199.99</b>	<b>41.05</b>		<b>158.94</b>

# CAHIER D'EPANDAGE

Année culturelle 20 /20

Exploitation de M. :

Adresse :

N° de téléphone :

Cheptel présent sur l'exploitation (type et nombre d'animaux) :

Surface épandable de l'exploitation :

Exportation de déjection

- Type (1) .....  
- Quantité (m<sup>3</sup> ou tonne) .....  
- Destination.....

Importation de déjections ou autres matières organiques (boues, composts...)

- Type .....  
- Quantité (m<sup>3</sup> ou tonne) .....  
- Provenance.....  
- Valeur fertilisante (en kg/m<sup>3</sup> ou en kg/tonne)

N (2) .....  
P<sub>2</sub>O<sub>5</sub> (3) .....

Achats d'engrais minéraux

- Quantité.....  
- Valeur fertilisante (en kg)  
N .....  
P<sub>2</sub>O<sub>5</sub> .....

(1) lisier, fumier, purin : préciser l'espèce animale productrice

(2) azote

(3) acide phosphorique

## CALCUL DE LA VALEUR FERTILISANTE DES DEJECTIONS

(1) Tenir compte du temps de présence des animaux dans les bâtiments  
 (2) Estimation du chantier producteur des déjections humaines

(8) et (9) Quantité de déjections réellement épandues

## (2) Estimation du cheptel producteur des déjections importées

$$(3) = (1) + (2) \text{ si importations ou } (1) - (2) \text{ si exportations}$$

(4) et (6) se conformer aux références CORPEN

(12) = rapport (5)/(6)

## PHOSPHORE

## Provinces

## Enregistrement des pratiques réalisées

### **• Période :**

Sous total :

Sous total :  Total :

11

## PHOSPHORE

## Enregistrement des pratiques réalisées

### Période :

Sous total :

Sous total :  Total :

Total:

## Composition moyenne des fumiers

Espèces	Nature des déjections	Composition moyenne (en kg/t ou m <sup>3</sup> )		
		N	P <sub>2</sub> O <sub>5</sub>	K <sub>2</sub> O
Bovins	fumier	5.5	2.6	7.2
	lisier	4	2	5
Veaux	lisier	2.86	1.32	2.72
Porcs charcutiers (PCP 2.5/an)	fumier	4.1	3.2	3.4
	lisier	5	4	3
Ovins	fumier	10.8	6.3	17.6
	lisier	7.7	4.6	12.3
Volailles de chair	fumier	29	29	20
Poules pondreuses	fientes sèches	20	35	20
	lisier	6.8	9.5	5.5
Canards	fumier	5	8	4
	lisier	7.5	6.5	4.5
Lapins	lisier	9	13.4	7.4
	fumier	7	7	12
Caprins	fumier	8.5	13.5	7.5